



DECLARATION LIMINAIRE CTL Juin 2020

L'État-patron a décidé que le jour d'après ressemblerait pour ses agents au jour d'avant, en pire.

« L'agenda social » de la Fonction publique consiste entre autres à la mise en place de la destruction des CAP et des CHSCT. A peine passé le pic épidémique, le gouvernement impose la fin des CHSCT et la réduction des missions des médecins de prévention !

Pour enfoncer le dernier clou dans le couvercle du cercueil du statut, il va imposer l'introduction d'accords collectifs (Sectoriels, régionaux etc.) dans la Fonction publique en violation de la nature même du statut généra et en rupture avec le principe d'égalité.

FO refuse de s'associer à la liquidation du statut républicain du fonctionnaire et revendique l'abrogation de cette loi anti-républicaine.

L'exécutif a également imposé le scandaleux racket de jour de congés, très mal vécu par de nombreux fonctionnaires.

De multiples sujets ont donné lieu au plus grand flou et à des grandes inégalités de traitement en raison de règles complexes, incertaines et ont donné lieu à une déresponsabilisation en cascade pour aboutir à des solutions bricolées. Les critères étaient clairement insuffisamment précis et clairs.

Flou pour la journée du 22 mai qui a fait l'objet à la DGFIP à de nombreuses disparités, certains responsables de services imposant des ASA sur cette journée en lieu et place de congés ou RTT.

Flou pour la prime Covid qui s'annonce dans la même veine. FO revendique l'augmentation généralisée de la valeur du point d'indice et la revalorisation des carrières, laminées par une décennie de gel.

Flou pour le télétravail, les directives locales ont aussi donné lieu à de nombreuses disparités entre les services alors même que le premier Ministre rappelait que c'était une priorité lors de sa dernière intervention. Situation inacceptable dans une métropole telle que Lyon où le bon sens imposait de limiter les déplacements.

En revanche sans équivoque, le Journal officiel (et les documents préparatoires du CTR) nous apprennent au quotidien que le NRP est largement « déconfiné » !

Les annonces de fermetures de services reprennent de plus belle !

Irrecevable alors que de nombreuses missions ont été considérées « essentielles » par le plan de continuité de l'activité.

FO-DGFIP exige plus que jamais l'abandon pur et simple du NRP à l'heure des demandes de mutations qui voit de nombreux collègues confrontés à une incertitude insupportable.

Concernant les documents du CTL, ils apparaissent insuffisamment détaillés tant ils ne permettent pas une lecture service par service.